

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/30032]

**29 NOVEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de valorisation des acquis pour l'admission, la dispense et la sanction dans une ou des unités d'enseignement de promotion sociale**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié, notamment les articles 8, 87, 111, 118 et 120;

Vu le décret du 22 octobre 2003 portant assentiment à l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Vu le décret du 30 avril 2009 portant assentiment à l'accord de coopération, conclu à Bruxelles le 27 mars 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, concernant la création du Service francophone des métiers et des qualifications, en abrégé « S.F.M.Q. »;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié, notamment l'article 118;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 septembre 2011 fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises pour l'accès aux études, le cours et la sanction de celles-ci dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2001 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 mai 2017 instaurant le modèle de test genre en exécution des articles 4 et 6 du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 février 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mars 2017;

Vu l'avis de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur N°2017-13, rendu le 27 juin 2017;

Vu le « Test genre » du 11 juillet 2017 relatif à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de valorisation des acquis pour l'admission, la dispense et la sanction dans une ou des unités d'enseignement de promotion sociale;

Vu le protocole de concertation du 8 mai 2017 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu les protocoles de négociation du 8 mai 2017 du Comité de négociation du Secteur IX : « Enseignement » (Communauté française) du Comité des services publics provinciaux et locaux, Section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;

Vu l'avis n° 62.180/2 du Conseil d'Etat, donné le 16 octobre 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « Décret » : le décret du 16 avril 1991 de la Communauté française organisant l'enseignement de promotion sociale;

2° « Conseil général » : le Conseil tel que défini à l'article 5*bis*, 16°, du décret du 16 avril 1991;

3° « Organisme de formation » :

a) centres de formation de l'Office wallon de la Formation professionnelle de l'Emploi et d'Actiris;

b) centres de formation professionnelle de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

c) centres de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

d) organismes de formation agréés en vertu du décret wallon du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle;

e) organismes de formation agréés en vertu du décret du 27 avril 1995 de la Commission communautaire française relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle et de subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle;

f) organismes d'éducation permanente tels que définis et reconnus par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Éducation permanente;

g) les services de formation organisés par les services publics ou les entreprises privées;

4° « Dossier pédagogique » : le dossier pédagogique tel que défini à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2014 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale;

5° « ARES » : l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, également dénommée l'« ARES », visée à l'article 20 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

6° « Conseil des études » : le Conseil tel que défini à l'article 5*bis*, 7°, du décret du 16 avril 1991;

7° « Acquis d'apprentissage » : tel que défini par l'article 5*bis*, 1°, du décret du 16 avril 1991;

8° « Acquis d'apprentissage formel » : acquis d'apprentissage résultant d'activités d'enseignement ou d'activités d'apprentissage structurées en terme de temps, d'objectifs et de ressources et :

- sanctionnées dans l'enseignement;
- sanctionnées au sein d'un organisme de formation avec lequel l'enseignement de promotion sociale dispose d'une convention de valorisation;
- répondant à l'Accord de coopération conclu à Bruxelles le 27 mars 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des métiers et des qualifications, en abrégé « S.F.M.Q. »;
- résultant d'une évaluation au sein d'un centre de validation des compétences;
- résultant de l'évaluation d'une formation suivie au sein de l'Institut wallon de Formation en Alternance et des indépendants et Petites et Moyennes Entreprises ou au sein du Service de Formation des Petites et Moyennes Entreprises de la Région Bruxelloise délivrant un certificat d'apprentissage correspondant au certificat de qualification de l'enseignement de plein exercice;

9° « Acquis d'apprentissage informel » : acquis d'apprentissage résultant d'une activité telle que décrite à l'article 2, 7°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale du 2 septembre 2015 et de l'article 2, 8°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de type long du 2 septembre 2015;

10° « Acquis d'apprentissage non-formel » : acquis d'apprentissage résultant d'une activité telle que décrite à l'article 2, 6°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale du 2 septembre 2015 et de l'article 2, 7°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de type long du 2 septembre 2015;

11° « Valorisation des acquis » : processus tel que défini à l'article 8 du décret du 16 avril 1991;

12° « Dispense » : dispense telle que prévue à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale du 2 septembre 2015 et de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de type long du 2 septembre 2015;

13° « Dossier de valorisation » : ensemble des documents que l'étudiant estime probants pour justifier tous ses acquis et qu'il soumet au Conseil des études pour demander une valorisation.

#### *CHAPITRE II. — Valorisation des acquis dans le cadre de l'admission et de la dispense dans une ou plusieurs unités d'enseignement*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Les capacités préalables requises pour l'admission, ou les titres qui peuvent en tenir lieu, et les acquis d'apprentissage requis pour la dispense d'une ou de certaines activités d'enseignement liées à un ou des acquis d'apprentissage dans une unité d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale sont précisés aux dossiers pédagogiques de l'unité d'enseignement, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2014 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale.

§ 2. Dans le cadre de la valorisation des acquis formels d'apprentissage, le Conseil des études procède à l'admission ou à la dispense d'une ou de certaines activités d'enseignement liées à un ou des acquis d'apprentissage dans une ou plusieurs unités d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale dans le cas où l'étudiant produit des documents probants qui permettront au Conseil des études d'évaluer la maîtrise de capacités équivalentes ou supérieures aux capacités préalables requises ou aux acquis d'apprentissage nécessaires à la dispense d'activités d'enseignement tels que fixés au dossier pédagogique de l'unité ou des unités d'enseignement concernées :

- une ou des attestations, un ou des titres, des crédits d'études supérieures délivrés par un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone ou un titre étranger reconnu comme équivalent par la Communauté française, qui constituent un ou des titres autres que celui tenant lieu de capacités préalables requises tel que renseigné au sein du dossier pédagogique de l'une ou des unités d'enseignement concernées. Le Conseil des études vérifie que ces attestations ou titres ou crédits d'études supérieures portent sur l'évaluation de capacités de niveau égal ou supérieur aux capacités préalables ou aux acquis d'apprentissage nécessaires à la dispense d'activités d'enseignement de cette ou de ces unités d'enseignement;
- un ou des titres de compétences délivrés par un centre de validation des compétences agréé par le Consortium de validation des compétences;
- une ou des attestations de réussite délivrées par des organismes de formation ayant établi une convention automatique de valorisation avec le Gouvernement de la Communauté française;
- des attestations d'unité d'acquis d'apprentissage délivrées par des organismes de formation concernés par l'Accord de coopération conclu à Bruxelles le 27 mars 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des métiers et des qualifications, en abrégé « S.F.M.Q. »;
- des certificats d'apprentissage correspondants aux certificats de qualification de l'enseignement de plein exercice délivré par l'Institut wallon de Formation en Alternance et des indépendants et Petites et Moyennes Entreprises ou par le Service de Formation des Petites et Moyennes Entreprises de la Région Bruxelloise.

Le Conseil des études, après vérification des attestations, titres, crédits d'études supérieures, certificats mentionnés au § 2, admet ou dispense l'étudiant sans test.

L'étudiant est comptabilisé pour la génération des périodes-élèves et des périodes-élèves pondérées moyennant le respect des autres dispositions.

§ 3. Dans le cadre de la valorisation des acquis non formels ou informels, c'est-à-dire lorsque l'étudiant ne peut présenter un titre ou un document probant visés ci-dessus :

- le Conseil des études peut procéder à l'admission de l'étudiant qui réussit un test ou une épreuve prouvant sa maîtrise des capacités préalables d'une ou de plusieurs unités d'enseignement;
- il peut dispenser d'une ou de certaines activités d'enseignement l'étudiant qui prouve par test ou épreuve la maîtrise des acquis d'apprentissage prévus dans le dossier pédagogique;

- l'étudiant peut fournir des documents qu'il estime probants et constituer un dossier de valorisation reprenant tous ses acquis d'apprentissage non-formels ou informels. Le Conseil des études, après étude des documents, peut procéder à l'admission dans une ou plusieurs unités d'enseignement ou à la dispense d'une ou de plusieurs activités d'enseignement d'une ou de plusieurs unités d'enseignement sans obligation de soumettre l'étudiant à un test ou une épreuve.

L'étudiant est comptabilisé pour la génération des périodes-élèves et des périodes-élèves pondérées moyennant le respect des autres dispositions.

#### CHAPITRE III. — Valorisation des acquis dans le cadre de la sanction d'une ou plusieurs unités d'enseignement

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La valorisation des acquis dans le cadre de la sanction d'une ou de plusieurs unités d'enseignement porte sur les acquis d'apprentissage tels que précisés aux dossiers pédagogiques des unités d'enseignement concernées, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2014 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale.

§ 2. Dans le cadre de la valorisation des acquis formels d'apprentissage, le Conseil des études sanctionne, une ou plusieurs unités d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale dans le cas où l'étudiant produit des documents probants qui permettront au Conseil des études d'évaluer la maîtrise de capacités équivalentes ou supérieures aux acquis d'apprentissage d'une ou des unités d'enseignement concernées :

- une ou des attestations, un ou des titres, des crédits d'études supérieures délivrés par un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone ou un titre étranger reconnu comme équivalent par la Communauté française. Le Conseil des études vérifie que ces attestations, titres ou crédits d'études supérieures portent sur l'évaluation de capacités de niveau égal ou supérieur aux acquis d'apprentissage d'une ou des unités d'enseignement concernées;

- un ou des titres de compétences délivrés par un centre de validation des compétences agréé par le Consortium de validation des compétences;

- une ou des attestations de réussite délivrées par des organismes de formation ayant établi une convention automatique de valorisation avec le Gouvernement de la Communauté française;

- des attestations d'unité d'acquis d'apprentissage délivrées par des organismes de formation concernés par l'accord de coopération, conclu à Bruxelles le 27 mars 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, concernant la création du Service francophone des métiers et des qualifications, en abrégé « S.F.M.Q. ».

Le Conseil des études sanctionne la ou les unités d'enseignement considérées après vérification de la conformité des attestations, titres ou crédits d'études supérieures présentés.

Dans le cas de la valorisation des acquis formels d'apprentissage, l'étudiant n'est pas comptabilisé comme élève régulier.

Le Conseil des études délivre à l'étudiant qui bénéficie de cette valorisation l'attestation ou les attestations de réussite correspondantes aux conditions fixées au § 4.

§ 3. Dans le cadre de la valorisation des acquis d'apprentissage non formels ou informels, c'est à dire lorsque l'étudiant ne peut présenter un document probant visé ci-dessus, le Conseil des études peut sanctionner une ou plusieurs unités d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale, à l'étudiant qui présente et réussit un test ou une épreuve prouvant qu'il maîtrise les acquis d'apprentissage équivalents ou supérieurs à ceux prévus dans le ou les dossiers pédagogiques. Afin de préparer le test ou l'épreuve, l'étudiant peut fournir un dossier de valorisation reprenant tous ses acquis d'apprentissage non-formels ou informels.

Le Conseil des études délivre à l'étudiant qui bénéficie de cette valorisation l'attestation ou les attestations de réussite correspondantes aux conditions fixées au § 4.

§ 4. Le Conseil des études délivre à l'étudiant qui bénéficie du processus de valorisation dans le cadre de la sanction d'une ou de plusieurs unités d'enseignement l'attestation ou les attestations de réussite correspondantes permettant à l'étudiant de capitaliser l'ensemble des attestations de réussite des unités d'enseignement nécessaires à la certification d'une section, celles-ci sont remises lors de l'épreuve intégrée. Toutefois, afin d'assurer la portabilité entre établissements des décisions de valorisation des acquis dans le cadre de la sanction, le Conseil des études délivre à l'étudiant une ou des attestations de réussite « Valorisation » mentionnant que celle-ci a été obtenue ou celles-ci ont été obtenues dans le cadre de la valorisation des acquis.

L'attestation de réussite « Valorisation » obtenue dans ce cadre reprend :

- 1° les acquis d'apprentissage;
- 2° la liste des activités d'enseignement de l'unité d'enseignement concernée;
- 3° le cas échéant, le nombre de crédits tel que défini dans le dossier pédagogique conformément à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, de l'arrêté du 15 mai 2014 précité;
- 4° le cas échéant, le niveau atteint par l'étudiant dans le Cadre européen commun de référence pour les langues;
- 5° les signatures d'au moins deux tiers des membres du Conseil des études;
- 6° le pourcentage obtenu;
- 7° le sceau de l'établissement.

Par dérogation au premier alinéa, le Conseil des études remet à l'étudiant qui bénéficie du processus de valorisation dans le cadre de la sanction d'une ou de plusieurs unités d'enseignement :

- une ou des attestations de réussite d'une ou de plusieurs unités d'enseignement définies, sur avis du Conseil général, par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions;

- une ou des attestations de réussite d'une ou de plusieurs unités d'enseignement permettant une valorisation dans le cadre d'une réglementation spécifique, sur avis du Conseil général, par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

CHAPITRE IV. — *Dispositions communes à l'admission, la dispense et la sanction*

**Art. 4.** Le Conseil des études est habilité à vérifier les capacités préalables requises à l'admission, les acquis d'apprentissage relatifs à la dispense et les acquis d'apprentissage permettant la sanction d'une unité d'enseignement.

Les décisions prises ou actées par le Conseil des études sont définitives. Elles sont consignées dans des procès-verbaux signés par les membres du Conseil des études. Ces procès-verbaux sont conservés pendant quatre ans au siège de l'établissement et doivent pouvoir être présentés à tout moment aux membres des services d'inspection et de vérification de l'enseignement de promotion sociale, accompagnés des documents probants.

**Art. 5.** La décision du Conseil des études de reconnaître que le candidat possède les capacités préalables requises à l'admission dans une unité d'enseignement ne peut, de ce seul fait, entraîner la délivrance d'une attestation de réussite d'une autre unité d'enseignement qui lui est préalable.

**Art. 6.** Sous peine de nullité, l'attestation de réussite d'une unité d'enseignement doit être délivrée par un établissement autorisé et, dans le cadre de l'enseignement supérieur, habilité à organiser la section comprenant l'unité d'enseignement concernée. La composition du Conseil des études doit être conforme à celle prévue dans les règlements généraux des études.

**Art. 7.** La valorisation des acquis dans le cadre de l'admission, la dispense ou la sanction des études dans l'enseignement supérieur se fait dans le respect des articles 84, 117, 118, 119, 120 et 130 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

CHAPITRE V. — *Valorisation des acquis pour l'admission et la sanction des études dans le cadre d'une convention avec un organisme de formation*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de l'article 8 du décret, une convention entre le Gouvernement de la Communauté française et des organismes de formation peut définir, après avis du Conseil général et du Service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale, des modalités particulières de valorisation de parcours de formation donnant accès à une ou des unités d'enseignement dont les capacités préalables ne feront pas l'objet d'une vérification par le Conseil des études.

§ 2. De même, une sanction automatique d'une ou plusieurs unités d'enseignement pourra être convenue sans vérification des acquis d'apprentissage, à l'exception de l'épreuve intégrée qui ne peut jamais être valorisée.

§ 3. La convention contient la liste des unités d'enseignement concernées qui feront l'objet soit d'une admission ou d'une sanction sans vérification des capacités préalables requises ou des acquis d'apprentissage et l'engagement de l'organisme de formation conventionné à respecter les dossiers pédagogiques des unités d'enseignement visées et particulièrement celles relatives au niveau des études et à l'évaluation des acquis d'apprentissage des unités d'enseignement valorisables par convention.

§ 4. Le Service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale est chargé du contrôle et de la vérification du respect par les organismes conventionnés de cet engagement.

Il fait rapport au Gouvernement de la Communauté française qui peut mettre fin à la convention en cas de non-respect de cet engagement par l'organisme de formation.

**Art. 9.** La convention concernant l'admission ou la sanction dans une ou plusieurs unités d'enseignement relevant des niveaux d'enseignement supérieur de BES, bachelier, bachelier de spécialisation et master fait l'objet d'un avis de l'ARES.

L'article 9 s'applique conformément à l'article 118 du Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Le Conseil Général de l'enseignement de promotion sociale recueille les demandes de convention entre les organismes de formation et l'enseignement de promotion sociale et remet un avis consultatif à l'ARES sur le projet de convention.

L'avis de l'ARES est transmis au Gouvernement.

Le Gouvernement arrête la décision sur le projet de convention et avertit le Conseil Général de l'enseignement de promotion sociale ainsi que l'organisme de formation concerné.

Outre les dispositions de l'article 7 du présent arrêté, l'article 82 du décret du 7 novembre 2013 organisant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études s'applique dans le cadre de la valorisation des acquis dans l'enseignement supérieur de promotion sociale.

La convention relevant de l'enseignement supérieur mentionne les références relatives aux processus de qualité suivis par l'opérateur de formation sollicitant une convention de valorisation, ainsi que le rapport du service d'inspection si cet organisme a déjà fait l'objet d'un rapport.

Elle est applicable aux établissements d'enseignement de promotion sociale habilités dans l'enseignement supérieur à organiser les sections concernées.

**Art. 10.** Les sections de BES, bachelier, bachelier de spécialisation et de master relevant de l'enseignement supérieur de promotion sociale ne peuvent faire l'objet d'une convention de reconnaissance sans vérification des acquis d'apprentissage pour plus des 2/3 des crédits de la section concernée.

L'article 10 s'applique conformément à l'article 118 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

CHAPITRE VI. — *Modification de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale*

**Art. 11.** L'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale, est remplacé comme suit :

« Article 2. – L'enseignement secondaire de promotion sociale comporte deux degrés : le degré inférieur et le degré supérieur.

L'enseignement secondaire de promotion sociale du degré inférieur est dispensé dans les sections et unités d'enseignement secondaires inférieures de l'enseignement de promotion sociale.

L'enseignement secondaire de promotion sociale du degré supérieur est dispensé dans les sections techniques secondaires supérieures, les sections professionnelles secondaires supérieures, les sections professionnelles secondaires complémentaires et les sections des cours normaux techniques primaires de l'enseignement de promotion sociale. ».

**Art. 12.** L'article 21 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 21. Le nombre de « périodes-élèves » s'obtient en totalisant les nombres de périodes des unités d'enseignement organisées, hors cas particuliers, suivies par tous les élèves réguliers.

Le nombre de périodes-élèves relatif aux périodes réservées à l'encadrement, aux périodes supplémentaires, à la valorisation des acquis formels, informels ou non-formels, aux périodes de suivi pédagogique, au conseil des études, à l'expertise pédagogique et technique ainsi que les activités de cours consacrées aux organisations en milieu carcéral ou en E-learning de l'enseignement de promotion sociale s'obtient en multipliant le nombre total de périodes réservées à ces activités par le nombre moyen de périodes-élèves par période organisée par l'établissement, ce nombre moyen étant, le cas échéant, arrondi à la deuxième décimale. Ces périodes sont des cas particuliers. ».

**Art. 13.** Un article 21bis est inséré dans le même arrêté, rédigé comme suit :

« Article 21bis.- La valorisation des acquis d'apprentissage non-formels ou informels impliquant la sanction d'une unité d'enseignement génère des périodes- élèves à raison de 10% des périodes prévues pour l'unité d'enseignement pour laquelle la valorisation est activée. ».

CHAPITRE VII. — *Modification de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 novembre 2002 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale*

**Art. 14.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 novembre 2002 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale est modifié comme suit :

1° le a) est remplacé par ce qui suit : « a) Formation : par formation, on entend les unités d'enseignement »;

2° le f) est remplacé par ce qui suit : « f) Cas particuliers : sont réputés cas particuliers les périodes consacrées à l'encadrement, aux périodes supplémentaires, à la valorisation des acquis d'apprentissage formels, informels ou non-formels, aux périodes de suivi pédagogique, au conseil des études et à l'expertise pédagogique et technique. Les activités de cours consacrées aux organisations en milieu carcéral ou en e-learning sont assimilées à des cas particuliers; ».

**Art. 15.** A l'article 3 du même arrêté, le 4° est supprimé.

**Art. 16.** A l'article 4 du même arrêté, alinéa 2, le 4° est complété comme suit :

« La valorisation des acquis d'apprentissage non-formels ou informels impliquant la sanction d'une unité d'enseignement génère des périodes-élèves pondérées à raison de 10% des périodes prévues pour l'unité d'enseignement pour laquelle la valorisation est activée. ».

CHAPITRE VIII. — *Dispositions abrogatoires et finales*

**Art. 17.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 septembre 2011 fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises en dehors de l'enseignement de promotion sociale est abrogé.

**Art. 18.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2001 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale est abrogé.

**Art. 19.** Le Ministre ayant l'enseignement de Promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 novembre 2017.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,  
des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,  
I. SIMONIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/30032]

**29 NOVEMBER 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de valorisatie van verworven kennis voor de toelating, de vrijstelling en de bekrachtiging in één of meer onderwijsseenheden voor sociale promotie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 8, 87, 111, 118 en 120;

Gelet op het decreet van 22 oktober 2003 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van 30 april 2009 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel, op 27 maart 2009, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications", afgekort « S.F.M.Q. »;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 118;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 september 2011 tot vaststelling van de wijze van erkenning van de verworven bekwaamheid voor de toelating tot de studies, de cursus en de bekrachtiging ervan in het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2001 tot vaststelling van de regels voor de aanpassingen van de lestijdendotaties in het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 mei 2017 tot instelling van het model van gendertest ter uitvoering van de artikelen 4 en 6 van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 februari 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 maart 2017;

Gelet op het advies van de “Académie de Recherche et d’Enseignement supérieur” (Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs) nr. 2017-13, gegeven op 27 juni 2017;

Gelet op de “Gendertest” van 11 juli 2017 betreffende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de valorisatie van verworven kennis voor de toelating, de vrijstelling en de bekrachtiging in één of meer onderwijsseenheden voor sociale promotie;

Gelet op het overlegprotocol van 8 mei 2017 van het Overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra erkend door de Regering;

Gelet op de onderhandelingsprotocollen van 8 mei 2017 van het Onderhandelingscomité van Sector IX : “Onderwijs” (Franse Gemeenschap) van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, Afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van de personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Gelet op het advies nr. 62.180/2 van de Raad van State, gegeven op 16 oktober 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs voor sociale promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° “Decreet” : het decreet van 16 april 1991 van de Franse Gemeenschap houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

2° “Algemene Raad” : de Raad, zoals bepaald in artikel 5*bis*, 16°, van het decreet van 16 april 1991;

3° “Opleidingsinstelling” :

a) opleidingcentra van de « Office wallon de la Formation professionnelle de l’Emploi et d’Actiris »;

b) Centra voor beroepsopleiding van het « Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle »;

c) Centra voor permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

d) opleidingsinstellingen erkend krachtens het Waals decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socio-professionele inschakeling;

e) opleidingsinstellingen erkend krachtens het decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning van organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laag geschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden of terugvinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling;

f) instellingen voor permanente vorming, zoals bepaald en erkend door het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;

g) de diensten van de opleiding georganiseerd door de overheidsdiensten of de privé- ondernemingen;

4° “Pedagogisch dossier” : het pedagogisch dossier, zoals bepaald in artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2014 betreffende de pedagogische dossiers van de onderwijsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie;

5° “ARES” : de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs, ook “ARES” genoemd, bedoeld in artikel 20 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

6° “Studieraad” : de Raad, zoals bepaald in artikel 5*bis*, 7°, van het decreet van 16 april 1991;

7° “Leerresultaten” : zoals bepaald in artikel 5*bis*, 1°, van het decreet van 16 april 1991;

8° “Formele leerresultaten” : leerresultaten voortvloeiend uit gestructureerde onderwijsactiviteiten of leeractiviteiten inzake tijd, doelstellingen en middelen en :

- bekrachtigd in het onderwijs;

- bekrachtigd binnen een opleidingsinstelling met dewelke het onderwijs voor sociale promotie over een overeenkomst van valorisatie beschikt;

- die beantwoorden aan het Samenwerkingsakkoord afgesloten in Brussel op 27 maart 2009 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de “Service francophone des métiers et des qualifications, afgekort “S.F.M.Q.”;

- die voortvloeien uit een opleiding gevolgd binnen het “Institut wallon de Formation en alternance et des indépendants et Petites et Moyennes Entreprises” of binnen de “Service de Formation des Petites et Moyennes Entreprises de la Région bruxelloise” die een leergetuigschrift uitreikt in overeenstemming met het kwalificatiegetuigschrift van het onderwijs met volledig leerplan;

9° “Informeel leerresultaten” : leerresultaten die voortvloeien uit een activiteit, zoals beschreven in artikel 2, 7° van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 2015 houdende algemene regeling van de studies in het secundair onderwijs voor sociale promotie en in artikel 2, 8°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 2015 houdende algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en het lange type;

10° “Niet-formele leerresultaten” : leerresultaten uit een activiteit zoals beschreven in artikel 2, 6°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 2015 houdende algemene regeling van de studies in het secundair onderwijs voor sociale promotie en in artikel 2, 7°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 2015 houdende algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en het lange type;

11° “Valorisatie van verworven kennis” : proces, zoals bepaald in artikel 8 van het decreet van 16 april 1991;

12° “Vrijstelling” : vrijstelling, zoals bedoeld in artikel 7, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 2015 houdende algemene regeling van de studies in het secundair onderwijs voor sociale promotie en in artikel 7, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 2015 houdende algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en het lange type;

13° “Dossier van valorisatie” : geheel van de documenten die de student doorslaggevend acht om al de verworven kennis te verantwoorden en die hij aan de Studieraad voorlegt om een valorisatie aan te vragen.

HOOFDSTUK II. — *Valorisatie van verworven kennis in het kader van de toelating en de vrijstelling in één of meer onderwijsseenheden*

**Art. 2.** § 1. De voorafgaande bekwaamheden die vereist zijn voor de toelating of de studiebewijzen die gelden als bewijs ervan, en de leerresultaten die vereist zijn voor de vrijstelling van één of sommige onderwijsactiviteiten gebonden aan één of meer leerresultaten in een onderwijsseenheid van het onderwijs voor sociale promotie, worden nader bepaald in de pedagogische dossiers van de onderwijsseenheid overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2014 betreffende de pedagogische dossiers van de onderwijsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie.

§ 2. In het kader van de valorisatie van de formele leerresultaten gaat de Studieraad over tot de toelating tot of de vrijstelling van één of sommige onderwijsactiviteiten gebonden aan één of meer leerresultaten in één of meer onderwijsseenheden van het onderwijs voor sociale promotie in het geval dat de student bewijsdocumenten indient waarbij de Studieraad de beheersing kan evalueren van bekwaamheden die gelijk aan of hoger zijn dan de vereiste voorafgaande bekwaamheden of de leerresultaten die nodig zijn voor de vrijstelling van onderwijsactiviteiten, zoals bepaald in het pedagogisch dossier van de betrokken eenheid of onderwijsseenheden :

- één of meer getuigschriften, één of meer studiebewijzen, studiepunten van hogere studies uitgereikt door een onderwijsinstelling georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap of een buitenlands studiebewijs dat erkend is als equivalent door de Franse Gemeenschap, die bestaan uit één of meer andere studiebewijzen die de vereiste voorafgaande bekwaamheden kunnen vervangen, zoals vermeld in het pedagogisch dossier van één of meer betrokken onderwijsseenheden. De Studieraad kijkt na of deze getuigschriften of studiebewijzen of studiepunten hogere studies betrekking hebben op de evaluatie van de bekwaamheden van een niveau dat gelijk aan of hoger is dan de voorafgaande bekwaamheden of aan de leerresultaten die nodig zijn voor de vrijstelling van onderwijsactiviteiten van deze onderwijsseenheid(heden);

- één of meer bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door een centrum voor de bekrachtiging van de bekwaamheden erkend door het Consortium voor de bekrachtiging van de bekwaamheden;

- één of meer slaagattesten uitgereikt door de opleidingsinstellingen die een automatische valorisatieovereenkomst opgemaakt hebben met de Regering van de Franse Gemeenschap;

- attesten van eenheden van leerresultaten uitgereikt door de opleidingsinstellingen betrokken bij het Samenwerkingsakkoord gesloten in Brussel op 27 maart 2009 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de “Service francophone des métiers et des qualifications, afgekort “S.F.M.Q.”;

- leergetuigschriften die overeenstemmen met de kwalificatiegetuigschriften van het onderwijs met volledig leerplan uitgereikt door het “Institut wallon de Formation en alternance et des indépendants et Petites et Moyennes Entreprises” of door de “Service de Formation des Petites et Moyennes Entreprises de la Région bruxelloise”.

De Studieraad, na de attesten, studiebewijzen, studiepunten van hogere studies, getuigschriften vermeld in § 2 te hebben nagekeken, laat de student toe en stelt hem vrij zonder test.

De student wordt meegerekend voor de vorming van lestijden-leerlingen en de gewogen lestijden-leerlingen mits inachtneming van de andere bepalingen.

§ 3. In het kader van de valorisatie van niet-formele of informele leerresultaten, dit wil zeggen wanneer de student het bovenvermelde studiebewijs of bewijsdocument niet kan voorleggen :

- kan de Studieraad overgaan tot de toelating van de student die voor een test of een proef erin slaagt waarbij de beheersing van de voorafgaande bekwaamheden van één of meer onderwijsseenheden kan bewezen worden;

- kan hij de student vrijstellen van één of bepaalde onderwijsactiviteiten die per test of proef de beheersing van de leerresultaten bedoeld in het pedagogisch dossier bewijst;

- kan de student documenten voorleggen die hij doorslaggevend acht en die bestaan uit een dossier van valorisatie met al zijn niet-formele of informele leerresultaten. De Studieraad, na onderzoek van de documenten, kan overgaan tot de toelating in één of meer onderwijsseenheden of tot de vrijstelling van één of meer onderwijsactiviteiten van één of meer onderwijsseenheden zonder de student te verplichten om een test of een proef af te leggen.

De student wordt meegerekend voor de vorming van lestijden-leerlingen en de gewogen lestijden-leerlingen mits de naleving van de andere bepalingen.

HOOFDSTUK III. — *Valorisatie van verworven kennis in het kader van de bekrachtiging van één of meer onderwijsseenheden*

**Art. 3.** § 1. De valorisatie van verworven kennis in het kader van de bekrachtiging van één of meer onderwijsseenheden heeft betrekking op de leerresultaten, zoals bedoeld in de pedagogische dossiers van de betrokken onderwijsseenheden, overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2014 betreffende de pedagogische dossiers van de onderwijsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie.

§ 2. In het kader van de valorisatie van formele leerresultaten bekrachtigt de Studieraad één of meer onderwijsseenheden van het onderwijs voor sociale promotie in het geval dat de student bewijsdocumenten voorlegt waarbij de Studieraad de beheersing kan evalueren van de bekwaamheden die gelijk aan of hoger zijn dan de leerresultaten van één of meer betrokken onderwijsseenheden :

- één of meer attesten, één of meer studiebewijzen, studiepunten hogere studies uitgereikt door een onderwijsinstelling georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap of een buitenlands bekwaamheidsbewijs erkend als equivalent door de Franse Gemeenschap. De Studieraad kijkt na of deze attesten, studiebewijzen of studiepunten van hogere studies betrekking hebben op de evaluatie van de bekwaamheden van een niveau dat gelijk aan of hoger is dan de leerresultaten van één of meer betrokken onderwijsseenheden;

- één of meer bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door een bekrachtigingscentrum voor de bekwaamheid erkend door het Centrum voor de bekrachtiging van bekwaamheden;

- één of meer slaagattesten uitgereikt door de opleidingsinstelling die een automatische overeenkomst voor de valorisatie hebben ontwikkeld met de Regering van de Franse Gemeenschap;

- attesten van leerresultateneenheid uitgereikt door de opleidingsinstellingen betrokken bij het samenwerkingsakkoord afgesloten in Brussel op 27 maart 2009 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de "Service francophone des métiers et des qualifications, afgekort "S.F.M.Q.";

De Studieraad bekrachtigt de betrokken onderwijseenheid(heden) na de overeenstemming van de voorgelegde attesten, studiebewijzen of studiepunten hogere studies te hebben nagekeken.

Ingeval van de valorisatie van de formele leerresultaten wordt de student niet meegerekend als regelmatige student.

De Studieraad reikt aan de student die in aanmerking komt voor deze valorisatie het slaagattest of de slaagattesten die overeenstemmen met de voorwaarden bepaald in § 4, uit.

§ 3. In het kader van de valorisatie van niet-formele of informele leerresultaten, dit wil zeggen wanneer de student het bovenvermelde bewijsdocument niet kan voorleggen, kan de Studieraad één of meer onderwijseenheden van het onderwijs voor sociale promotie bekrachtigen aan de student die een test of een proef aflegt en erin slaagt waarbij bewezen wordt dat hij de leerresultaten beheerst die gelijk of hoger zijn dan deze voorzien in het (de) pedagogisch(e) dossier(s). Om de test of de proef voor te bereiden kan de student een valorisatiedossier voorleggen met al zijn niet-formele of informele leerresultaten.

De Studieraad reikt aan de student die in aanmerking komt voor deze valorisatie het slaagattest of de slaagattesten uit die overeenstemmen met de voorwaarden bepaald in § 4.

§ 4. De Studieraad reikt aan de student die in aanmerking komt voor het proces van valorisatie in het kader van de bekrachtiging van één of meer onderwijseenheden, het overeenstemmende slaagattest of de slaagattesten uit waarbij de student het geheel van de slaagattesten van de onderwijseenheden kan verzamelen die nodig zijn voor de bekrachtiging van een afdeling; deze worden bij de geïntegreerde proef afgegeven. Nochtans, om voor de overdraagbaarheid tussen de instellingen van de beslissingen van de valorisatie van verworven kennis te zorgen in het kader van de bekrachtiging, reikt de Studieraad aan de student één of meer slaagattesten "Valorisatie" uit met vermelding dat deze verkregen werd (werden) in het kader van de valorisatie van verworven kennis.

Het slaagattest "Valorisatie" dat in dit kader behaald wordt, omvat :

1° de leerresultaten;

2° de lijst van de onderwijsactiviteiten van de betrokken onderwijseenheid;

3° in voorkomend geval, het aantal studiepunten, zoals bepaald in het pedagogisch dossier overeenkomstig artikel 1, § 2, van het bovenvermelde besluit van 15 mei 2014;

4° in voorkomend geval, het niveau dat bereikt wordt door de student in het Gemeenschappelijk Europees Referentiekader voor Talen;

5° de handtekeningen van ten minste twee derde van de leden van de Studieraad;

6° het behaalde percentage;

7° het zegel van de inrichting.

In afwijking van het eerste lid bezorgt de Studieraad de student die in aanmerking komt voor het proces van de valorisatie in het kader van de bekrachtiging van één of meer onderwijseenheden :

- één of meer slaagattesten van één of meer onderwijseenheden die, op advies van de Algemene Raad, bepaald worden door de Minister van het Onderwijs voor sociale promotie;

- één of meer slaagattesten van één of meer onderwijseenheden voor een valorisatie in het kader van een specifieke regelgeving, op advies van de Algemene Raad, door de Minister van het onderwijs voor sociale promotie.

#### HOOFDSTUK IV. — *Gemeenschappelijke bepalingen voor de toelating, de vrijstelling en de bekrachtiging*

**Art. 4.** De Studieraad wordt ertoe gemachtigd de voorafgaande bekwaamheden na te kijken die vereist zijn voor de toelating, alsook de leerresultaten betreffende de vrijstelling en de leerresultaten voor de bekrachtiging van een onderwijseenheid.

De beslissingen die door de studieraad worden genomen of waarvan hij akte genomen heeft, zijn definitief. Ze worden opgenomen in de processen-verbaal die door de leden van de studieraad worden ondertekend. Die processen-verbaal worden bewaard gedurende vier jaar ten zetel van de inrichting en moeten te allen tijde kunnen worden voorgesteld aan de leden van de inspectie- en verificatiediensten van het onderwijs voor sociale promotie, samen met de bewijsdocumenten.

**Art. 5.** De beslissing van de studieraad te erkennen dat de kandidaat de voorafgaande bekwaamheden bezit die vereist zijn voor de toelating tot een opleidingseenheid kan, alleen daardoor, niet leiden tot het uitreiken van een slaagattest van een andere opleidingseenheid.

**Art. 6.** Op straffe van nietigheid, moet het slaagattest van een onderwijseenheid door een gemachtigde instelling worden uitgereikt en, in het kader van het hoger onderwijs, door een instelling die gemachtigd is tot het organiseren van de afdeling die de betrokken onderwijseenheid omvat. De samenstelling van de Studieraad moet overeenstemmen met deze die bepaald is in de algemene studiereglementen.

**Art. 7.** De kennis verworven in het kader van de toelating, de vrijstelling of de bekrachtiging van de studies in het hoger onderwijs wordt gevaloriseerd met inachtneming van de artikelen 84, 117, 118, 119, 120 en 130 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.



HOOFDSTUK V. — *Valorisatie van verworven kennis voor de toelating en de bekrachtiging van de studies in het kader van een overeenkomst met een opleidingsinstelling*

**Art. 8.** § 1. In het kader van artikel 8 van het decreet kan een overeenkomst tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de opleidingsinstellingen, na advies van de Algemene Raad en de Inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie, de bijzondere nadere regels bepalen voor de valorisatie van het opleidingstraject dat toegang geeft tot één of meer onderwijsseenheden waarvan de voorafgaande bekwaamheden niet door de Studieraad zullen worden nagekeken.

§ 2. Een automatische bekrachtiging van één of meer onderwijsseenheden zal geschikt kunnen zijn zonder dat de leerresultaten nagekeken worden, met uitzondering van de geïntegreerde proef die nooit gevaloriseerd kan worden.

§ 3. De overeenkomst bevat de lijst van de betrokken onderwijsseenheden die het voorwerp zullen uitmaken van ofwel een toelating of een bekrachtiging zonder verificatie van de vereiste voorafgaande bekwaamheden of van de leerresultaten en de verbintenis van de opleidingsinstelling met een overeenkomst om de pedagogische dossiers van de bedoelde onderwijsseenheden na te leven en in het bijzonder deze betreffende het studieniveau en de evaluatie van de leerresultaten van de onderwijsseenheden die bij overeenkomst die kunnen gevaloriseerd worden.

§ 4. De inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie is belast met de controle en de verificatie van de naleving van deze verbintenis door de instellingen die een overeenkomst hebben afgesloten.

Hij maakt verslag aan de Regering van de Franse Gemeenschap die een einde kan maken aan de overeenkomst bij niet-naleving van deze verbintenis door de opleidingsinstelling.

**Art. 9.** De overeenkomst betreffende de toelating of de bekrachtiging van een of meer onderwijsseenheden die behoren tot de niveaus van het hoger onderwijs van BES, bachelor, bachelor van specialisatie en master maakt het voorwerp uit van een avis van ARES.

Artikel 9 wordt toegepast overeenkomstig artikel 118 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

De Algemene Raad voor het onderwijs voor sociale promotie verzamelt de aanvragen om overeenkomst tussen de opleidingsinstellingen en het onderwijs voor sociale promotie en brengt een raadgevend advies uit aan ARES over het ontwerp van overeenkomst.

Het advies van de ARES wordt aan de Regering bezorgd.

De Regering bepaalt de beslissing over het ontwerp van overeenkomst en verwittigt de Algemene Raad voor het onderwijs voor sociale promotie, alsook de betrokken opleidingsinstelling.

Naast de bepalingen van artikel 7 van dit besluit is artikel 82 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies van toepassing in het kader van de valorisatie van verworven kennis in het hoger onderwijs voor sociale promotie.

De overeenkomst die behoort tot het hoger onderwijs vermeldt de referenties betreffende de kwaliteitsprocessen gevolgd door de opleidingsoperator waarbij de valorisatieovereenkomst wordt gevraagd, alsook het verslag van de inspectiedienst indien een verslag voor deze instelling al opgesteld werd.

**Art. 10.** Er kan geen erkenningsovereenkomst gesloten worden voor de afdelingen BES, bachelor, bachelor van specialisatie en master die behoren tot het hoger onderwijs voor sociale promotie zonder verificatie van de leerresultaten voor meer dan 2/3 van de studiepunten van de betrokken afdeling.

Artikel 10 wordt toegepast overeenkomstig artikel 118 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie*

**Art. 11.** Artikel 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, wordt vervangen als volgt :

“Artikel 2. Het secundair onderwijs voor sociale promotie bevat twee graden : de lagere graad en de hogere graad.

Het secundair onderwijs voor sociale promotie van de lagere graad wordt verricht in de lagere secundaire afdelingen en onderwijsseenheden van het onderwijs voor sociale promotie.

Het secundair onderwijs voor sociale promotie van de hogere graad wordt verricht inde hogere secundaire technische afdelingen, de hogere secundaire beroepsafdelingen, de aanvullende secundaire beroepsafdelingen en de afdelingen van lagere technische normale cursussen van het onderwijs voor sociale promotie.”.

**Art. 12.** Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Artikel 21. Het aantal lestijden-leerlingen wordt verkregen door de som van het aantal lestijden van de georganiseerde onderwijsseenheden, behalve bijzondere gevallen, gevolgd door alle regelmatige leerlingen.

Het aantal lestijden-leerlingen betreffende de lestijden voorbehouden aan de begeleiding, de aanvullende lestijden, de valorisatie van formele, informele of niet-formele leerresultaten, de lestijden voor de pedagogische opvolging, de studieraad, de pedagogische en technische deskundigheid, alsook de cursusactiviteiten besteed aan de organisaties in gevangnissen of in e-learning van het onderwijs voor sociale promotie wordt verkregen door het totaal aantal lestijden besteed aan deze activiteiten te vermenigvuldigen met het gemiddelde aantal lestijden-leerlingen door de lestijd georganiseerd door de instelling, dit gemiddelde aantal wordt, in voorkomend geval, afgerond met de tweede decimaal. Deze lestijden zijn bijzondere gevallen.”.

**Art. 13.** Er wordt een artikel 21bis in hetzelfde besluit ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 21bis. De valorisatie van niet-formele of informele leerresultaten met als gevolg de bekrachtiging van een onderwijsseenheid genereert lestijden-leerling naar rata van 10% van de lestijden voorzien voor de onderwijsseenheid waarvoor de valorisatie wordt geactiveerd.”.

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 november 2002 tot vaststelling van de regels voor de aanpassing van lestijdendotaties in het onderwijs voor sociale promotie*

**Art. 14.** Artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 november 2002 tot vaststelling van de regels voor de aanpassing van lestijdendotaties in het onderwijs voor sociale promotie, wordt gewijzigd als volgt :

1° a) wordt vervangen als volgt : “a) Opleiding : onder opleiding wordt verstaan de onderwijseenheden”;

2° f) wordt vervangen als volgt : “f) Bijzondere gevallen : worden beschouwd als bijzondere gevallen, de lestijden besteed aan de begeleiding, de bijkomende lestijden, de valorisatie van formele, informele of niet-formele leerresultaten, de lestijden van de pedagogische opvolging, de studieraad en de pedagogische en technische deskundigheid. De cursusactiviteiten besteed aan de organisaties in gevangenissen of in e-learning worden gelijkgesteld met bijzondere gevallen;”.

**Art. 15.** In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt 4° geschrapt.

**Art. 16.** In artikel 4 van hetzelfde besluit, tweede lid, wordt 4° aangevuld als volgt :

“De valorisatie van niet-formele of informele leerresultaten met als gevolg de bekrachtiging van een onderwijseenheid genereert de gewogen lestijden-leerling naar rata van 10% van de lestijden voorzien voor de onderwijseenheid waarvoor de valorisatie geactiveerd wordt.”

HOOFDSTUK VIII. — *Ophettings- en slotbepalingen*

**Art. 17.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 september 2011 tot vaststelling van de wijze van erkenning van de verworven bekwaamheid voor de toelating tot de studies, de cursus en de bekrachtiging ervan in het onderwijs voor sociale promotie, wordt opgeheven.

**Art. 18.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2001 tot vaststelling van de regels voor de aanpassingen van de lestijdendotaties in het onderwijs voor sociale promotie, wordt opgeheven.

**Art. 19.** De Minister van Onderwijs voor sociale promotie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 november 2017.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd,  
Vrouwenrechten en Gelijke kansen,  
I. SIMONIS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/10135]

**20 DECEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé O.N.E., l'article 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile, les articles 1<sup>er</sup>, 2, 4, 5, 6, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 31, 32, 33, 34, 43;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 21 juin 2017;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 novembre 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 décembre 2017;

Vu l'urgence motivée par le fait que les modifications réglementaires proposées par le présent arrêté sont indispensables pour le maintien de l'activité et l'emploi des opérateurs d'accueil anciennement subventionnés par le Fonds des Équipements et des Services Collectifs (FESC);

Que, suite à la dissolution du FESC lors de la 6<sup>ème</sup> réforme de l'Etat, la Communauté française a décidé de poursuivre les missions de ce Fonds tout en les intégrant dans les réglementations existantes pour le secteur de l'accueil des enfants;

Qu'à cette fin, le Gouvernement de la Communauté française a approuvé le 17 décembre 2014 un arrêté fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile pour fixer les critères d'agrément et de subventionnement, ainsi que les modalités de subventionnement auxquels seront soumis ces opérateurs;

Qu'afin de maintenir l'offre d'accueil des opérateurs et de sauvegarder l'emploi existant, le Gouvernement de la Communauté française a décidé en 2014 d'instaurer une période transitoire au cours de laquelle les dispositions prévues dans les arrêtés du 17 décembre 2014 sont testées et confrontées aux réalités du terrain, ceci dans le but de voir si la réglementation précitée permet de rencontrer l'objectif visé;

Que les résultats du test à blanc réalisé pendant la période transitoire transmis en juin, fin octobre et mi-novembre 2017 à la Ministre de l'Enfance ont démontré l'importance de modifier la réglementation précitée pour sauvegarder l'activité et l'emploi des opérateurs;

Que la période transitoire se clôture le 31 décembre 2017;

Que les conséquences pour les opérateurs seront importantes si le présent arrêté n'est pas approuvé par le Gouvernement de la Communauté française avant cette date, notamment en termes de diminution de subventions pouvant aller jusqu'à plus de 50% pour les 22 opérateurs concernés;

Que la situation aura donc un impact financier important pour les opérateurs d'accueil concernés mais également un impact important en termes de charges administratives pour eux et pour l'Office de la Naissance et de l'Enfance chargé de gérer ces agréments et subventionnement, notamment le fait de devoir organiser et gérer deux systèmes de subventionnement différents au cours d'une seule année civile;